



Lettre ouverte de Marine Le Pen aux acteurs de l'économie de la mer

Nanterre, le 24 février 2015

Mes chers compatriotes,

J'ai récemment eu le plaisir de me rendre au salon Euromaritime-Eurowaterways où j'ai pu constater l'étendue des perspectives propres à l'économie de la mer et des trafics fluviaux, tout comme l'existence de talents et d'expertises notables parmi les acteurs du monde maritime français.

A l'heure où 85% des échanges commerciaux se font par voie maritime et où le coût de transport de 20 tonnes de marchandises de l'Asie vers l'Europe est inférieur au prix d'un billet d'avion en classe économique sur la même distance, **la maîtrise des mers et des fleuves est un enjeu crucial pour la France du 21^e siècle**. La mer est au cœur des développements économiques, commerciaux et industriels du futur. **Elle doit donc occuper la place qui lui revient dans les projets politiques de ces dix prochaines années, c'est-à-dire au premier rang.**

Si la France veut demeurer une puissance internationale, il est impératif qu'une vaste politique de « conquête » de notre espace maritime soit menée. **Pour cela elle doit réaffirmer sa souveraineté vis-à-vis de l'Europe de Bruxelles qui étouffe ses possibilités de développement.** Les contraintes sont partout :

- Prise dans un étau de normes décidées par des commissaires européens non élus la France ne peut plus par exemple influencer sur la construction navale, les aides à la commande étant interdites depuis le 31 décembre 2000. Il s'agit pourtant d'une industrie représentant 50 000 emplois qualifiés en France pour le civil et le militaire !
- La politique de soutien à la pêche répond également à ce même schéma de libéralisation sauvage adopté par des commissaires européens obéissant à des lobbies ou des pressions américaines. Sont en effet menacées les possibilités d'exonérations fiscales et les aides financières accordées aux flottilles par l'Etat. Une telle mesure pousserait à la faillite nos entreprises de pêche. Je ne peux l'accepter.
- Ultime exemple, visible car largement commenté dans la presse : la soumission à des pressions internationales nous ayant empêché d'honorer la commande des navires de guerre Mistral à la Russie. Là encore, notre actuel gouvernement est allé à l'encontre des intérêts de notre pays et de la volonté de son peuple qui aspire à retrouver une nation souveraine et non soumise. Ce faisant, il a mis en péril de nombreux emplois qualifiés dans l'industrie navale. Il est temps que cela cesse et que la France prenne légitimement sa place de grande nation maritime au rayonnement international.

.../...

Si la France veut demeurer une puissance internationale, il est impératif qu'une vaste politique de « conquête » de notre espace maritime soit menée.

La mer doit donc occuper la place qui lui revient dans les projets politiques de ces dix prochaines années, c'est-à-dire au premier rang.

Son espace maritime est une chance que vous avez su saisir et qu'il est du devoir de chaque responsable politique, sincèrement patriote, de développer et de soutenir.

Je m'engage à lancer un vaste programme politique de la mer en soutenant l'exploitation et la recherche au sein de nos domaines maritimes, fluviaux et portuaires.

Malgré 5 500 km de côtes, 8000 km de voies d'eau navigables et 11 millions de km² d'espace maritime, les activités maritimes ne représentent que 2,4% du PIB français.

Ce chiffre est trop faible au regard des possibilités de développement économique qu'offre la mer. En effet, celle-ci contient 80% de la biodiversité et pourtant seuls 10% de la flore et de la faune marines, et moins de 5% des sols marins, sont connus. La France a créé 7 fois moins d'emplois dans l'industrie de l'énergie marine que la Grande-Bretagne et elle n'a cessé de baisser le budget de l'Institut Français de Recherche pour l'Exploitation de la Mer (IFREMER).

Les défis ne manquent pas :

- d'immenses chantiers de recherche scientifique sur la santé et l'énergie doivent être lancés ;
- nos infrastructures portuaires améliorées pour faire de nos ports des plateformes incontournables dans le trafic maritime mondial ;
- notre économie de la mer et de l'énergie soutenue et réindustrialisée.

En ce sens, l'Etat français doit soutenir les programmes d'extension des plateaux continentaux (Extraplac) des terres françaises auprès de l'ONU, notamment dans le Pacifique qui contient 2/3 des réserves mondiales de nickel, et à St Pierre et Miquelon dans l'océan Atlantique, pour le potentiel d'hydrocarbures.

Ces investissements, à la fois politiques et financiers, offriront sans conteste des débouchés intéressants à nos compatriotes, en particulier ultra-marins, qui participeront activement au rayonnement industriel et scientifique national.

La France doit relever les défis de l'énergie, de la recherche et du commerce international. Son espace maritime est une chance que vous avez su saisir et qu'il est du devoir de chaque responsable politique, sincèrement patriote, de développer et de soutenir.

Je m'engage à lancer un vaste programme politique de la mer en soutenant l'exploitation et la recherche au sein de nos domaines maritimes, fluviaux et portuaires. Vous êtes les grands acteurs de cette reconquête et c'est avec vous que j'entends mener une part importante de cette politique maritime.

Avec mon équipe, je reste à votre disposition pour échanger sur ces grands enjeux d'avenir.

Je vous prie d'accepter Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.



Marine Le Pen
Présidente du Front National